
FORUM MONDIAL SUR L'AGRICULTURE

(16-17 mai 2006, PARIS)

*CONTRAINTE INTERNES AU
DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE
DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE*

**Issoufou DARE
UEMOA**

IMPORTANCE STRATEGIQUE DE L'AGRICULTURE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

- Données chiffrées :
 - 60 % de la main d'œuvre totale
 - 20 % des importations totales
 - 17 % du Produit intérieur brut (PIB)
- Potentiel de croissance important :
 - Ressources naturelles encore importantes
 - Faible niveau d'exploitation du potentiel
 - .Superficies arables irriguées les plus faibles du monde

CONTRAINTES DES RESSOURCES NATURELLES PRODUCTIVES

ALEAS CLIMATIQUES

- Fortes variations climatiques
- Variations erratiques de la production d'une année à l'autre :

Zone Uemoa: variations moyennes de la production (1975-1995): 20 % pour les pays du Sahel contre 10 % pour les pays côtiers

CONTRAINTE DES RESSOURCES NATURELLES PRODUCTIVES

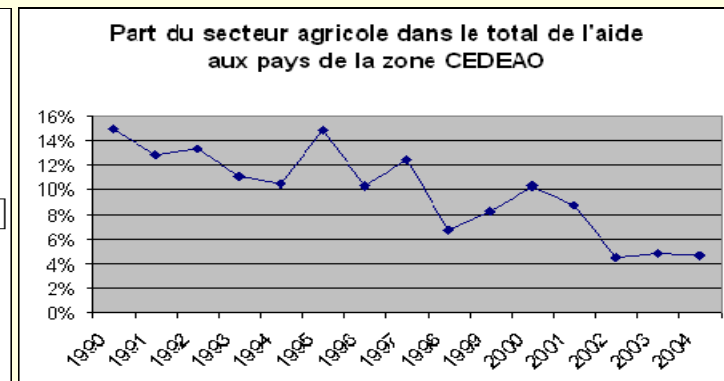
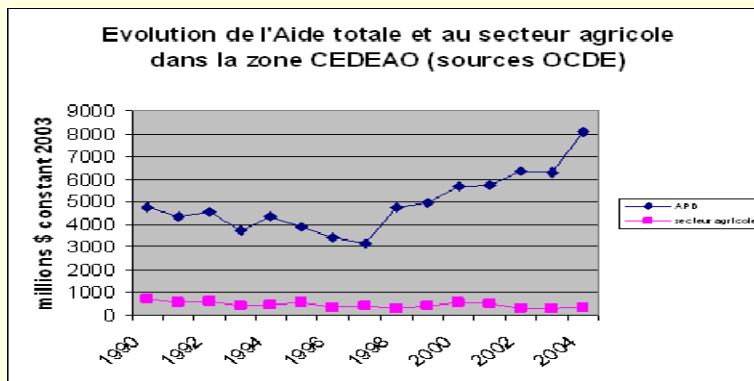
PAUVRETE DES SOLS ET PRESSION FONCIERE

- Forte pression agro démographique (croît démographique 3 %, agriculture itinérante) sur les ressources foncières: Uemoa: taux annuel de déforestation : 1,4 % /an
- Problèmes de fertilité : sur les 874 millions d'ha de terres arables en Afrique, 83 % ont des problèmes de fertilité.

CONTRAINTES ECONOMIQUES ET POLITIQUES

INSUFFISANCE DES INVESTISSEMENTS PUBLICS ET PRIVES

- Baisse de l'Aide Publique au Développement (APD): de 15 % en 1990 à moins de 5 % aujourd'hui



- Déclaration de Maputo (juillet 2003): la majorité des Etats n'ont pas respecté l'engagement de consacrer au moins 10 % de leurs ressources budgétaires à l'agriculture sur les 5 années
- Financements bancaires faibles: zone Uemoa: agriculture= 35 % du PIB régional et ne reçoit que 6,10 % du crédit court terme; 4,59 % du crédit moyen terme; 2,15 % du crédit long terme

CONTRAINTES ECONOMIQUES ET POLITIQUES

INSUFFISANCE DES INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS RURAUX

- Enclavement d'un grand nombre de pays et de zones de production
- Faible dotation en infrastructures rurales (de transport, de stockage, de transformation des produits, de marchés):
 - ex : transport: Afrique au Sud du Sahara: 0,86 km de routes/1000 hbts; Asie du Sud: 1,8 km/1000 hbts; pays à revenu intermédiaire : 8,5 km/1000 hbts

CONTRAINTES ECONOMIQUES ET POLITIQUES

REGIMES FONCIERS NON SECURISANTS

- Insécurité foncière persistante: coexistence entre régimes fonciers traditionnels et modernes; difficultés d'application des législations foncières
- Conséquences: conflits sociaux récurrents et faiblesses des investissements privés durables (amélioration des terres pas encouragée, faible capitalisation de l'agriculture)

CONTRAINTES ECONOMIQUES ET POLITIQUES

TISSU AGRO-INDUSTRIEL PEU DEVELOPPE

- Forte synergie entre un tissu agro-industriel performant et la croissance agricole: « tirer » la production agricole, organiser le marché des produits agricoles, diffusion de technologies et de normes, etc.
- Tissu agro-industriel peu développé: ex:zone Uemoa, à peine 5 % de la production de coton est transformée sur place.

CONTRAINTES TECHNIQUES ET INSTITUTIONNELLES

MAITRISE DE L'EAU INSUFFISANTE

- Facteur important d'amélioration de la productivité et de la sécurisation de la production.
- Pourcentage des terres arables irriguées très faible comparé aux autres régions du monde: 7 % en Afrique (3,7 % en Afrique subsaharienne) à comparer à 10 %, 29 %, 41%, respectivement en Amérique latine, l'Asie de l'Est et du Sud-Est, l'Asie du Sud

CONTRAINTES TECHNIQUES ET INSTITUTIONNELLES

USAGE LIMITE DES INTRANTS AGRICOLES

- Apport d'engrais très faible en dehors des cultures de rente (riz irrigué, coton, café, cacao, etc.): coût élevé des intrants, inexistence de marché efficace des intrants, etc.
- 21 kg/ha pour l'ensemble de l'Afrique (9 Kg/ha pour l'Afrique subsaharienne); 73 Kg/ha pour l'Amérique latine; 105 Kg/ha pour l'Asie du Sud ; 135 Kg /ha pour l'Asie de l'Est et du Sud-Est; 206 Kg/ha pour les pays industrialisés.


CONTRAINTES TECHNIQUES ET INSTITUTIONNELLES

FAIBLE CAPACITE ORGANISATIONNELLE ET TECHNIQUE DES AGRICULTEURS

- Ressources budgétaires insuffisantes affectées à la formation professionnelle agricole et à la vulgarisation agricole.
- Faible professionnalisation des agriculteurs: faible capacité d'acceptation des technologies, et de réponse aux nouvelles exigences des marchés: offre, normes.

CONTRAINTES TECHNIQUES ET INSTITUTIONNELLES

RECHERCHE AGRICOLE ET VULGARISATION

- Recherche agricole: manque de financement pour assurer des programmes à moyens et long termes, et adaptés aux besoins actuels.
- Dégradation des capacités des services de vulgarisation (ressources humaines et financières).
- Liaisons  Recherche ↔ Vulgarisation ↔ Production ne sont pas toujours fonctionnelles.

CONTRAINTES TECHNIQUES ET INSTITUTIONNELLES

POLITIQUES AGRICOLES SOUMISES A DE FORTES CONTRAINTES MACRO-ECONOMIQUES

- Politiques agricoles (PA) longtemps déterminées par les politiques d'ajustement structurel (PAS): les PAS ont limité les subventions, les restrictions aux importations et la protection du marché intérieur, ...
- Aujourd'hui encore, les contraintes macro-économiques entraînent des arbitrages budgétaires défavorables aux politiques agricoles et de sécurité alimentaire: mise en œuvre et pilotage des politiques ne sont pas assurés de façon efficace.
- Structures d'intervention en milieu rural ne sont pas toujours adaptées aux nouveaux rôles de la PA: protection de l'environnement, normes, lutte contre la pauvreté,..

CONCLUSION - PERSPECTIVES

CONSOLIDATION DES COMMUNAUTES ECONOMIQUES REGIONALES (UEMOA, CEDEAO, CEMAC, SADC, ETC)

- Construction d'espaces économiques intégrés: économie d'échelle, prise en commun de mesures et décisions stratégiques: Union douanière (marché commun), négociations commerciales, harmonisation des normes, de la fiscalité, ...
- Élaboration de politiques agricoles régionales: objectifs communs, mise en commun des ressources (financières, humaines, gestion concertée des ressources partagées, ...)

Montée en puissance d'organisations professionnelles agricoles

- Qui tendent de s'adapter à la situation économique et institutionnelle nouvelle et qui participent de plus en plus aux processus décisionnel au niveau national régional et international.

JE VOUS REMERCIE DE VOTRE AIMABLE
ATTENTION